

Déclaration de l'IAGS (Association internationale des universitaires travaillant sur les génocides) sur la menace génocidaire contre l'Artsakh

Depuis le 27 septembre 2020, l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, a lancé une guerre à grande échelle et sans provocation contre la République d'Artsakh et la République d'Arménie. Au cours des derniers jours, les forces azerbaïdjanaises ont intentionnellement attaqué des civils et des infrastructures civiles et ont massivement bombardé Stepanakert, Chouchi, Mardakert, Hadrout et d'autres localités avec des armes à sous-munitions et d'autres armes interdites par le droit international humanitaire.

La cathédrale Saint-Sauveur (Ghazanchetsots) de Chouchi a été gravement endommagée après deux raids aériens délibérés menés par l'armée azerbaïdjanaise les 8 et 9 octobre. Il ne s'agit pas seulement d'une violation de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ses deux protocoles (1954 et 1999), mais également d'un aspect de la politique de génocide culturel que le gouvernement azerbaïdjanais a mis en œuvre au cours des 30 dernières années en détruisant systématiquement le patrimoine historique arménien, y compris des milliers de Khatchkars (croix sculptées) dans la ville de Djoulfa (Nakhitchevan). Il est bien établi que le génocide culturel constitue une preuve claire de l'existence d'une intention particulière de commettre un génocide.

En outre, il est établi que les forces armées et les forces aériennes turques participent directement aux hostilités. En outre, il existe de nombreux rapports de médias internationaux impartiaux montrant que pendant l'actuelle agression azérie à grande échelle contre l'Artsakh, un nombre important de mercenaires identifiés comme des djihadistes de Syrie et de Libye, et probablement aussi d'Afghanistan et du Pakistan, sont embauchés et envoyés par la Turquie vers L'Azerbaïdjan pour lutter contre les Arméniens. Cela constitue également une violation du droit international.

L'implication directe de la Turquie dans le conflit qui dure depuis des décennies n'est donc plus une menace que les Arméniens d'Artsakh, d'Arménie et de Turquie ont pu craindre, mais d'une réalité menaçant d'anéantir les Arméniens en Artsakh et au-delà. Une déclaration récente du président turc, Recep Tayyip Erdogan, annonçait que la Turquie, allait « continuer à remplir la mission de leurs grands-pères, qui a été mise en œuvre il y a un siècle dans le Caucase ». Cela constitue une menace directe de poursuite du génocide arménien qui a commencé en 1915.

Cette déclaration n'est pas un cas isolée. La Turquie nie officiellement et continuellement le génocide arménien, mais divers responsables, y compris le président, ont laissé entendre à plusieurs reprises que la Turquie était prête à, une fois de plus, « donner une leçon » aux Arméniens et que la « déportation » des Arméniens en 1915 était la décision la plus appropriée à l'époque. « Arménien » est un terme de malédiction couramment employé en Turquie, et « restes de l'épée » est une autre expression péjorative utilisée en turc pour désigner les survivants du génocide,

qu'Erdogan a publiquement utilisé lors d'un briefing en mai 2020. Ces exemples et beaucoup d'autres expriment tous une reconnaissance et une approbation tacites du génocide ; c'est, en d'autres termes, ce discours de haine qui menace d'un nouveau génocide. Les attaques contre les églises arméniennes et d'autres propriétés partout dans le monde par les nationalistes turcs sont en augmentation. Dernièrement, les Arméniens et d'autres chrétiens d'Istanbul ont été pris pour cible et accusés d'avoir prétendument propagé le coronavirus, et les Arméniens ont également été harcelés par des Turcs pro-azéri depuis le déclenchement de la guerre actuelle. La victime la plus ciblée a été l'homme politique turco-arménien Garo Paylan, du parti pro-kurde HDP. Et le gouvernement d'Erdogan n'épargne pas ses intellectuels turcs ou kurdes et ses citoyens ordinaires, les poursuivant pour la moindre transgression imaginaire.

La position des dirigeants et de la société azerbaïdjanaise est encore plus agressive. Depuis des années, le discours et la propagande anti-arméniens font partie de la politique officielle de l'État. Quotidiennement, un endoctrinement est pratiqué dans les écoles et les médias d'État diabolisant les Arméniens, les présentant comme un mal absolu qui devrait être privé du droit de vivre en Artsakh et en Arménie, y compris dans la capitale Erevan. Dans l'un de ses nombreux discours publics, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a lui-même parlé d'une « conspiration arménienne hypocrite et mondiale, soutenue par des hommes politiques occidentaux, au moyen de la corruption et de pots-de-vin », ce qui n'est pas sans rappeler la thèse d'Adolf Hitler sur la « conspiration juive mondiale », réitérée à plusieurs reprises dans Les discours nazis comme prétexte et justification de l'Holocauste.

Il ne s'agissait donc pas simplement de rhétorique quand, le 3 octobre, au début du conflit actuel, le Premier ministre arménien, Nikol Pachinyan, dans son discours à la nation, a déclaré ce qui suit : « L'objectif des bandits azerbaïdjanais et turcs n'est pas de revendiquer un territoire. Leur objectif est le peuple arménien. Leur objectif est de poursuivre leur politique génocidaire ». En fait, l'histoire, du génocide arménien aux trois dernières décennies de conflit, ainsi que les déclarations politiques actuelles, les politiques économiques, les sentiments des sociétés et les actions militaires des dirigeants azerbaïdjanais et turcs devraient nous avertir que la perpétration d'un génocide des Arméniens au Nagorno-Karabakh, et peut-être même en Arménie, est une possibilité très réelle. Tout cela prouve que les Arméniens peuvent être massacrés si un territoire arménien vient à être occupé, par conséquent la reconnaissance de l'indépendance de la République d'Artsakh est le moyen de sauver les Arméniens d'Artsakh de l'extermination maintenant ou dans un proche avenir.

Et déjà on peut faire valoir qu'il y a complot en vue de commettre un génocide, incitation directe et publique à commettre un génocide et tentative de commettre un génocide, qui sont tous des actes que, selon l'article 3 de la Convention des Nations Unies de 1948 sur la prévention et la répression des crimes de génocide, tous les États du monde sont tenus de prévenir et de punir.

En tant que membres de la communauté universitaire, nous exigeons que la communauté internationale prenne des mesures directes et sérieuses pour que l'agression azerbaïdjanaise cesse immédiatement et que la propagande et la haine

étatiques anti-arméniennes en Azerbaïdjan et en Turquie prennent fin. Nous appelons la communauté internationale à élever la voix contre la xénophobie, l'agression et la guerre, et pour la prévention d'un nouveau génocide.

- ▶ Kirk C Allison, MS, Health Humanities, Saint Scholastica College, États-Unis
- ▶ Eugene N. Anderson, professeur émérite, anthropologie, Université de Californie, Riverside, États-Unis
- ▶ Maral N.Attallah, conférencière émérite, Département des études critiques sur la race, le genre et la sexualité, Humboldt State University, États-Unis
- ▶ Yair Auron, Université ouverte d'Israël (émérite), Israël
- ▶ Vahagn Avedian, chercheur indépendant, études sur le génocide, la paix et les conflits, Suède
- ▶ Aris Babikian, ancien juge de la citoyenneté, Canada
- ▶ Peter Balakian, professeur Rebar des sciences humaines, Université de Colgate, États-Unis
- ▶ Jean-Philippe Belleau, professeur agrégé d'anthropologie, University of Massachusetts Boston, États-Unis
- ▶ Caroline Bennett, membre du conseil consultatif de l'IAGS, chargée de cours en anthropologie culturelle, Université Victoria de Wellington, Nouvelle-Zélande
- ▶ Sara Birjandian, Vancouver, BC, Canada
- ▶ Martin Bitschnau, « Société pour la documentation des génocides [ger] (Völkermord.at - Gesellschaft für die Dokumentation von Völkermorden) », Autriche
- ▶ Matthias Bjørnlund, Institut danois pour les études à l'étranger, Danemark
- ▶ Nélide Elena Boulgourdjian, Université de Buenos Aires, Argentine
- ▶ James Burnham Sedgwick, professeur agrégé, Département d'histoire et de sciences classiques, Université Acadia, Nouvelle-Écosse, Canada
- ▶ Sara E. Brown, membre du conseil consultatif de l'IAGS, directrice exécutive du Center for Holocaust, Human Rights & Genocide Education, New Jersey, États-Unis
- ▶ Israel W. Charny, ancien président, International Association Genocide Scholars (IAGS), directeur exécutif, Institute on the Holocaust & Genocide, Jérusalem
- ▶ John Cox, UNC Charlotte, professeur agrégé, Département des études mondiales, directeur, Center for Holocaust, Genocide & Human Rights Studies, États-Unis
- ▶ Don Cummings, Holocaust and Genocide Studies, Éducateur professionnel, Worcester (MA) Public Schools, USA
- ▶ Asya Darbinyan, chercheuse invitée, Clark University, États-Unis
- ▶ Hilary Earl, Département d'histoire, Université Nipissing, Canada

- ▶ Kate W. English, Directrice exécutive, EIHR : The Educators 'Institute for Human Rights, Washington, DC, États-Unis
- ▶ Jenna Fagan, Lehigh University, États-Unis
- ▶ Amy Fagin, membre du conseil d'administration de l'IAGS ; Directeur : Beyond Genocide Center for Prevention, New Salem, Massachusetts, États-Unis
- ▶ Hervé Georgelin, professeur d'histoire, Université d'Athènes, Département d'études turques et d'études asiatiques modernes, Grèce
- ▶ Todd Gitlin, Columbia University, États-Unis
- ▶ Patrick Hein, maître de conférences en politique, Université des études étrangères de Tokyo, Japon
- ▶ Tessa Hofmann, auteure et chercheuse indépendante en études du génocide, Berlin, Allemagne
- ▶ Suzanne Khardalian Holmquist, réalisatrice, Stockholm, Suède
- ▶ Anahit Khosroeva, Institut d'histoire, NAS, Arménie
- ▶ Pál Kránitz, chercheur indépendant, Hongrie
- ▶ Theodosios Kyriakidis, Université Aristote de Thessalonique, Grèce
- ▶ Samantha Lakin, doctorante avancée, Centre Strassler d'études sur l'Holocauste et le génocide, Université Clark ; Fulbright Scholar (Rwanda 2017-2018 ; Suisse 2011-2012), États-Unis
- ▶ Bård Larsen, Civita, Oslo, Norvège
- ▶ John Liffiton, directeur, Conférence sur le génocide, Scottsdale Community College
- ▶ Robert Jay Lifton, Columbia University, États-Unis
- ▶ Dominika Maria Macios, Institut polonais d'études sur l'art mondial, Pologne
- ▶ Charikleia Magdalini Kefalidou, Université de Caen, France
- ▶ Joseph Mai, Clemson University, États-Unis
- ▶ Suren Manukyan, membre du Conseil consultatif de l'IAGS, chef de la Chaire UNESCO sur l'éducation et la prévention du génocide et d'autres crimes atroces à l'Université d'État d'Erevan ; Musée et institut du génocide arménien, Arménie
- ▶ Armen T. Marsoobian, professeur de philosophie, premier vice-président de l'Association internationale des spécialistes du génocide, Southern Connecticut State University, New Haven, CT, États-Unis
- ▶ Harutyun Marutyan, directeur, musée et institut du génocide arménien, Arménie
- ▶ Alyssa Mathias, doctorante, Département d'ethnomusicologie, Université de Californie, Los Angeles, États-Unis

- ▶ Ibrahim Malazada, chercheur invité au CRPSR, Université de Coventry, Royaume-Uni, enseignant à l'Université de Soran, région du Kurdistan
- ▶ Arda Melkonian, Fuller Theological Seminary, États-Unis
- ▶ Doris Melkonian, Fuller Theological Seminary, États-Unis
- ▶ Éva Merenics, chercheuse indépendante, Hongrie
- ▶ Michaela Moura-Koçoglu, professeure adjointe, Center for Women and Gender Studies, Florida International University, Miami, États-Unis
- ▶ Stacey M. Mitchell, Perimeter College de la Georgia State University, États-Unis
- ▶ Alexandra Morehead, Brown University, États-Unis
- ▶ Luisa Morettin, NCI University London, Royaume-Uni
- ▶ Adam Muller, membre du conseil consultatif de l'IAGS, professeur et directeur, Peace and Conflict Studies, Université du Manitoba, Canada
- ▶ Jeanine Ntahirageza, Professeur et Directrice du Center for Genocide and Human Rights Research in Africa and the Diaspora, Northeastern Illinois University, Chicago, USA
- ▶ Darren O'Brien, Université du Queensland, Australie
- ▶ Rubina Perroomian, UCLA, Genocide Studies, États-Unis
- ▶ Jack Nusan Porter, ancien vice-président, International Association Genocide Scholars (IAGS), The Davis Center, Harvard University, USA
- ▶ Nancy L. Rosenblum, Department of Government, Harvard University, États-Unis
- ▶ Kaziwa Salih, Université Queens, Canada
- ▶ Marc I. Sherman, Institut sur l'Holocauste et le génocide, Jérusalem, Israël
- ▶ Charles B. Strozier, The City University of New York Professeur Paul Slovic, University of Oregon, États-Unis
- ▶ Henry C. Theriault, président, Association internationale des spécialistes du génocide, États-Unis
- ▶ Steven A Usitalo, professeur d'histoire, directeur du département d'histoire et de sciences sociales, Northern State University, États-Unis
- ▶ Elisa von Joeden-Forgey, ancienne vice-présidente, International Association Genocide Scholars (IAGS), Endowed Chair, Department of Holocaust and Genocide Studies, Keene State College, États-Unis
- ▶ Kerry Whigham, professeur adjoint de génocide et de prévention des atrocités de masse, Université de Binghamton ; Directeur de la recherche et de l'éducation en ligne, Auschwitz Institute for the Prevention of Genocide and Mass Atrocities, USA
- ▶ Hrag Yacoubian, Université de la Colombie-Britannique, Canada

► Eve Zucker, Research Affiliate, Council of Southeast Asian Studies, Yale University, États-Unis

par [Stéphane](#) le jeudi 29 octobre 2020 © armenews.com 2020

